

BREIZ DA ZONT

LA BRETAGNE DE DEMAIN

Ce journal est un excellent tract de propagande

RÉPANDEZ-LE

Le cent	12 frs
Les cinq cents.....	51 frs
Le mille	100 frs
Port en sus	

Les milieux bretons ont eu le tort immense et peut-être irréparable de faire passer AVANT L'INTÉRÊT BRETON, l'intérêt de la République. Ils ont commis une faute, dont les conséquences sont incalculables.

H. QUILGARS

ADRESSER TOUTE LA CORRESPONDANCE

A

TH. JEUSSET

5, rue La Fayette, RENNES

Chèque Postal : N^o 93-75 — RENNES

La Solution Monarchique de la Question Bretonne

Lettre de M. Henri QUILGARS ⁽¹⁾ à Théophile Jeusset

Mon cher ami,

Le premier numéro de *Breiz da Zont* reparu a été pour moi une surprise bien agréable. J'espère qu'il sera suivi de beaucoup d'autres. L'attitude que vous prenez ouvertement commande même que vous continuiez, car vous avez eu le courage de dire ce que beaucoup pensent, mais n'osent exprimer. Votre initiative déliera sans doute les langues et ce sera fort heureux.

La presse bretonne a été jusqu'à ce jour unanime à rejeter les propositions de Saint-Goazec, mais en la circonstance la presse représente-t-elle bien l'idée de tout le monde?

Avant la réunion, une personnalité bretonne a correspondu avec Léon Daudet, et l'a vivement engagé à donner à la Bretagne des assurances et des apaisements sur les conséquences d'une restauration monarchique en France. *Cela a été fait solennellement même.* Je sais, d'autre part, qu'un mémoire rédigé sur les aspirations de la Bretagne, les conditions de son entrée dans la collectivité française, son programme minimum de revendications relatives à ses libertés nationales et à sa langue, a été mis sous les yeux du Duc de Guise.

Les milieux nationalistes et fédéralistes bretons ont eu, à mes yeux, le tort immense et peut-être irréparable de faire passer avant l'intérêt breton l'intérêt de la République; ce faisant, ils ont commis une faute dont les conséquences sont incalculables.

Par suite d'un état de fait, nous avons un droit de regard sur la politique de la France, et celle-ci ne doit pas nous être indifférente en raison des conséquences qui en découlent pour la Bretagne. J'ai été personnellement attaché au régime républicain; il n'en est plus de même aujourd'hui. *La République est devenue un danger public*, et les scandales actuels, connus par hasard au milieu de tant d'autres qu'on étouffe, créent un devoir de révolte contre elle. Détruire la République par tous les moyens est maintenant une obligation de conscience. Or, pour la remplacer, il n'y a qu'un régime possible : la MONARCHIE.

(1) Vice-Président de l'Union Régionaliste Bretonne, membre du Comité de Défense des Intérêts Bretons, anciennement Inspecteur de l'Assistance Publique en Ille-et-Vilaine.

Ce mot de « monarchie » effraye, je sais, beaucoup de Bretons. Nous n'avons pas eu à nous louer toujours de l'ancienne monarchie; mais ce qu'on ne dit pas, c'est qu'une restauration monarchique en France ne pourra ne pas répudier certains procédés périmés, et s'adapter aux nécessités présentes.

Or, pour la première fois depuis 1532, un parti politique français prend des engagements solennels à l'égard de la Bretagne; et là il ne s'agit pas de simple bavardages, de promesses plus ou moins sincères, mais comme je viens de le dire d'engagement gouvernementaux, et c'est un EVENEMENT HISTORIQUE.

Avons-nous le droit de rejeter de parti-pris ces engagements? Et ne regretterons-nous pas de l'avoir fait? Ceci me trouble beaucoup. Je crois à la sincérité des personnes qui ont pris ces engagements, je n'ai même pas le droit, avant expérience, d'en douter; mais en présence de l'accueil moins que chaleureux qui a accueilli ces engagements de la part des Bretons qui se classent parmi l'élite, et dont l'opinion peut avoir par conséquent un grand poids, je me demande avec inquiétude s'ils pourront être maintenus et répétés.

Nous sommes comptables de l'avenir, et les prochaines générations pourront nous reprocher de n'avoir pas écouté une voix qui se faisait entendre pour la première fois depuis quatre siècles, et d'avoir rejeté ainsi sans jugement la possibilité pour notre pays de reconquérir une partie tout au moins de ses libertés. Il est donc bon et nécessaire de nous élever contre une attitude qui nous condamnerait. Et puisque vous avez heureusement posé la question dans *Breiz da Zont*, pourquoi ne consacriez vous un numéro à une protestation contre le rejet sans examen des engagements de Saint-Goazec? Je vous donne ma signature en vous autorisant à faire état de cette lettre. Nous avons à dégager notre responsabilité à l'égard des générations prochaines. Qu'en pensez-vous?

Je vous réserve, mon cher ami, mes meilleurs sentiments.

H. QUILGARS.

N. D. L. R. — La protestation du bon sens contre un refus absurde et fol ne pouvait être faite mieux que par M. Quilgars, dont l'autorité est grande et le nom respecté dans le mouvement breton. Nous ne pouvons faire mieux que de nous y associer entièrement.

La Monarchie décentralisatrice

A cette heure critique, une dictature s'impose, mais celle de la Monarchie, non celle des Partis, non celle d'un élu des Partis, où se retrouverait toute la corruption du Parlementarisme avec le despotisme en plus, et qui donnerait vite un nouveau tour de vis à la vieille machine de la centralisation qui vous asservit et vous dépouille.

Tempérée par le sens traditionnel de l'intérêt public et le souci dynastique de l'avenir, son autorité peut s'appuyer sur des assemblées représentant les grands intérêts agricoles, industriels, commerciaux [et provinciaux], délivrer le suffrage universel de ses corrupteurs, simplifier les rouages et les formalités des administrations, apporter, en un mot, les nouveautés et les changements nécessaires.

Manifeste du Duc DE GUISE (1933).

La centralisation napoléonienne et démocratique a étouffé la vitalité de nos provinces françaises.

L'Etat royal, en se débarrassant d'un fardeau dont meurt peu à peu l'Etat républicain, permettra aux citoyens de reprendre conscience de leurs capacités et de leur valeur, au sein des provinces dont la direction leur sera rendue.

Peu à peu, à mesure que les citoyens, libérés du joug administratif moderne, commenceront à respirer, encouragés par les conseils du Prince, des Parlements autonomes se constitueront dans les provinces.

Et c'est ce grand Conseil, cette Cour souveraine qui administrera librement la Province sous le contrôle supérieur mais éloigné de l'Etat.

Un programme d'A. F.

par le docteur LE PANNETIER DE ROISSAY.

Les départements sont à supprimer, presque tous ne répondent à rien de réel. Ils sont à remplacer par des régions beaucoup plus vastes. Les régions seront en principe les anciennes provinces. Chacune de ces régions sera dotée d'une Assemblée locale qui règlera à son gré les problèmes locaux : elles jouiront d'une large indépendance, et ne seront soumises qu'à un contrôle éloigné destiné à les maintenir dans l'unité nationale, et à leur faire respecter les intérêts généraux du royaume.

La Monarchie de Demain, par J. BRACKERS D'HUGO.

La Renaissance Royaliste en Bretagne

La Bretagne qui fut pendant très longtemps une terre royaliste semblait s'être abandonnée à la République depuis quelques années. Mais les scandales de la fin du régime ont un retentissement terrible. Jamais le prosélytisme royaliste n'a été plus fort, jamais ses résultats n'ont été plus grands... Sait-on que la Bretagne forme, à elle seule avec l'Anjou, la III^e zone de propagande de l'A. F.? Sait-on qu'elle compte une quarantaine de florissantes sections de royalistes militants? Et il ne faut pas juger de leur importance par cette sèche énumération.

Chaque semaine et chaque mois que Dieu fait, les Camelots du Roi et les Ligueurs d'A. F. s'en vont à travers villes et campagnes porter la bonne parole, faire haïr les voleurs et les tyrans, auteurs et profiteurs du corset de fer qui nous étouffe, faire espérer dans le retour du Roi qui rendra aux provinces et aux corporations leurs libertés de jadis.

Notre attention sympathique suit leurs efforts bientôt victorieux. *Salo e vo Doue ganto!*

Revue de la Presse Bretonne

— *Breiz Atao* (6 mai) monte en épingle une lettre de démission de notre groupe. L'approbation de M. Quilgars nous console aisément de cette défection. Parions que *Breiz Atao* n'en parlera point.

— Dans le même numéro, Olivier Mordel (sous le pseudonyme *Er Gédour*, bien entendu) proclame que *Breiz da Zont* est bel et bien disparu... Juste au moment où il reparait. Pauvre Mordel.

— *Dibunamb* (mai) annonce la réparation de notre «paper»... Est-il lui-même autre chose? Merci quand même et sans rancune.

— Nous prions tous nos confrères bretons de faire l'échange avec nous. Nous remercions *Ar Falz* et *Dibunamb* de l'avoir fait spontanément. Nous aimerions recevoir *Breiz Atao*, *Breiz Dishual* et la *Bretagne Fédérale*. Sous cette rubrique nous les citerons tous le plus fréquemment possible.

— L'arc-en-ciel de la politique bretonne a recouvert toutes ses couleurs : *Breiz Dishual* a pris la suite de *War Zao* et voilà *Breiz da Zont* qui ressurgit au pôle opposé ! La diversité n'exclue pas l'unité, simplement l'uniformité, cet enrégimentement des consciences. Non, merci, nous ne sommes pas encore mûrs pour celui-ci, quoiqu'en pense le promoteur de S. A. G. A.

— Comme l'activité politique est extrêmement ralentie par les vacances, *Breiz da Zont* ne reparaitra pas avant le mois d'Octobre. Mais alors ça bardera !

— Nous estimons bonne notre nouvelle formule : chaque numéro consacré à un seul sujet forme un tract. Il est envoyé à tous les anciens abonnés et lecteurs de *Breiz da Zont*. Des propagandistes dévoués écoulent le reste. Plus de quinze cents exemplaires du dernier numéro ont été répandus ainsi, rien que dans le Finistère. Hardi les gâs - AFIN QUE VIVE LA BRETAGNE, VIVENT LE ROI, VIVE LE ROI !

AUTONOMISTES BRETONS !

Enfoncez-vous bien ceci dans la tête :

1° LE MOUVEMENT BRETON NE PEUT RIEN PAR LUI-MÊME, POLITIQUEMENT PARLANT.

2° LA RESTAURATION DE LA MONARCHIE EN FRANCE EST CERTAINE.

3° LA MONARCHIE EST SEULE CAPABLE DE NOUS DONNER LES LIBERTÉS DONT LA BRETAGNE A BESOIN.

HOR MIGNONED (Nos Amis)

EUR PAOTR NEVEZ-CHANET

An Ao. hag an Itron JEUSSET a gemenn d'imp ginivelez eun eil paotrig : ARMEL.

Hor gourc'hemennou laouen.

NÉCROLOGIE

Le mois de juillet amènera le premier anniversaire de la mort de notre ami PIERRE REINFRAY, survenue partiellement des suites des mauvais traitements qu'il endura lors de notre arrestation en 1932. Nos amis auront à cœur de fleurir pendant ce mois sa tombe, située au Cimetière du Nord à Rennes. Ils pourront y lire l'émouvante inscription : « O ma chère Bretagne, je te serai fidèle jusqu'à la mort ! » que nous avons trouvée dans ses papiers et que nous avons fait graver dans le marbre.

PIERRE REINFRAY qui était un catholique et un monarchiste convaincu aurait certainement salué avec joie la réparation de *Breiz da Zont*. Puissent ses prières rendre notre action fructueuse !